

LA PAROLE EST AUX PARENTS

par

Michel BARRÉ

Cinq semaines après la rentrée, quatre écoles de Cannes apprennent que l'administration a décidé, sur intervention directe du ministère, de supprimer une de leurs classes. Malgré les recommandations de la commission Laurent qui ne reprenait en fait que le mot d'ordre de Freinet : « 25 enfants par classe » lancé au Congrès d'Aix en 1955, quatre écoles sont désorganisées parce qu'elles possédaient cette monstruosité : des cours préparatoires de 22 ou 23 élèves qui faisait tomber la moyenne générale au-dessous de 35.

Le lendemain samedi les parents alertés se réunissent très nombreux à la sortie des écoles. Bien qu'ils ne soient pas tous organisés en associations, ils envoient des délégués à une réunion de liaison et décident pour la semaine suivante une manifestation à l'Inspection Académique et des grèves scolaires tournantes, toutes réussies à 90 ou 95%. Le samedi suivant, se déroulera la première manifestation de rue ayant pour seule revendication « 25 enfants par classe ».

Aussi jugez de notre stupeur quand nous lisons dans la presse qu'un responsable syndical a récemment déclaré en Congrès : « *L'opinion publique est beaucoup plus difficile à sensibiliser aux problèmes de l'éducation nationale.* » Certes notre groupe départemental a apporté sa contribution sur le plan local ; il était d'ailleurs cruellement touché par les déplacements d'office. Nous avons pourtant dû nous rendre à l'évidence : les décisions technocratiques sont trop aveugles pour toucher volontairement les classes Freinet, néanmoins ce n'est pas par hasard qu'elles sont atteintes ; dès que nos classes primaires atteignent un effectif normal permettant un bon travail pédagogique et peuvent témoigner de la valeur de nos solutions, elles courent le risque d'être supprimées.



Photo MEB

Même si nous avons appuyé ces revendications qui sont les nôtres, peut-on dire que l'opinion est « difficile à sensibiliser » lorsque la riposte des parents est aussi rapide et aussi forte ? Peut-être n'ai-je pas les mêmes lectures que l'orateur syndicaliste, mais je ne puis ouvrir un journal sérieux sans y trouver une critique, une protestation, l'annonce d'une manifestation concernant l'enseignement. Parfois même s'amorce un débat plus profond comme dans les derniers numéros du *Nouvel Observateur*. Incontestablement les Français, à cause de la progression démographique et de la prolongation de la scolarité, sont de plus en plus nombreux à se sentir concernés par les insuffisances de l'Education Nationale.

Si, dans certains cas, les parents ne considèrent encore les problèmes que d'une façon affective à travers leur enfant condamné à l'un des multiples barrages ou aiguillé dans une impasse, si leur prise de conscience ne débouche pas toujours sur une vue globale des problèmes, la responsabilité n'en incombe-t-elle pas à ceux qui devraient normalement les informer et les éduquer : je veux parler des enseignants ? Pour cela il faudrait que les maîtres cessent eux-mêmes de considérer les problèmes par le petit bout de la lorgnette en cherchant à sauvegarder leur secteur sans trop se soucier des autres, en n'acceptant de collaborer avec les parents d'élèves qu'à la condition expresse de proscrire toute allusion à la pédagogie. Chacun se sent prêt

à défendre, fébrilement ou mollement, sa faculté, son lycée ou son école, mais ce n'est qu'indirectement que l'on songe à protéger l'enfant ou l'adolescent.

Et pourtant l'enfant n'est-il pas le seul fil directeur dans le dédale des établissements, des cycles et des options? On ne peut reprocher à Freinet d'avoir sous-estimé les impératifs matériels de l'éducation mais ce n'est jamais l'enseignant qu'il place au premier plan. « 25 enfants par classe » est aussi un slogan pour la sauvegarde nerveuse des éducateurs, c'est d'abord un mot d'ordre pour la véritable éducation, pour l'épanouissement de l'enfant.

Sans aller jusqu'à parodier Clemenceau et dire que l'Education Nationale est une chose trop sérieuse pour la laisser entre les mains des enseignants et des technocrates des ministères, nous pensons que les parents doivent légitimement participer au large débat de l'éducation parce qu'ils sont les représentants directs des usagers, parce que toute action cohérente commence par leur adhésion.

La présence des parents dans nos Associations pour la Modernisation de l'Enseignement n'a pas une valeur d'alibi. Nous ne cherchons pas des potiches pour la façade mais des interlocuteurs avec lesquels nous sommes prêts à aborder tous les problèmes d'éducation et à discuter nos positions.

Si Freinet a constamment exalté l'attitude de la mère, ce n'est pas par sentimentalité ou au nom d'une mythique loi du sang mais parce qu'il a reconnu en elle la qualité maîtresse de l'éducateur : la responsabilité irréversible. La mère ne se pose pas

en préalable de savoir si elle possède au départ les moyens nécessaires à son état, elle est mère et elle a le devoir irrévocable d'élever son enfant, de le mener à l'état d'homme. Et c'est à partir de cette situation de fait qu'elle organisera toute son énergie pour mener envers et contre tout le combat pour la vie.

Multiplions les A.M.E., laissons la parole aux parents et montrons-leur qu'il existe une pédagogie de rechange. Organisons des rencontres avec les médecins, les architectes pour jeter les bases de l'école de demain. Demandons aux économistes et aux parlementaires si un pays qui consacre tant au tiercé, à l'alcool et au tabac (tous trois régies d'Etat), sans parler des œuvres de mort, ne mérite pas de consacrer une somme plus importante aux œuvres d'éducation.

Débordons le cadre d'une école qu'on laisse se dessécher sur pied dans les campagnes et pourrir sous le nombre dans les villes pour nous adresser à ceux qui seuls peuvent comprendre et seuls daignent entendre : les parents.

Les enseignants et les technocrates discutent parfois avec légèreté de sélection, d'orientation, de rentabilité, sans toujours proposer et imposer le recours et la sauvegarde des non-sélectionnés, des mal orientés, des peu rentables. Les parents sont en mesure de leur rappeler le principe fondamental de l'éducation : notre responsabilité envers *tous les enfants*.

M.B.